

COURS N°5
LEGISLATION TOURISTIQUE
II- LES AGENCES DE TOURISME ET DE VOYAGE

La présente loi 99-06 du 4 avril 1999 fixe les règles régissant l'activité de l'agence de tourisme et de voyages, a pour objectifs :

- D'organiser et de promouvoir les activités et voyages de tourisme.
- De moraliser la profession et d'établir les règles de son exercice.
- De consolider le professionnalisme et d'améliorer la qualité des prestations.

1- Concepts et Définitions :

▪ **Agence de tourisme et de voyage** : toute entreprise commerciale qui exerce de façon permanente une activité touristique consistant à vendre, directement ou indirectement, des circuits et des séjours individuels ou en groupes ainsi que tous services s'y rattachant.

▪ **Propriétaire d'agence** : toute personne physique ou morale légalement propriétaire d'une agence de tourisme et de voyages.

▪ **Agent**: toute personne physique habilitée et agréée, en vertu de la présente loi, pour gérer une agence de tourisme et de voyages, qu'elle soit propriétaire, associée ou employée pour le compte d'un tiers.

▪ **Les prestations liées à l'activité de l'agence de tourisme et de voyages** : consistent notamment en ce qui suit:

- L'organisation et la vente de voyages, de circuits touristiques et de séjours individuels ou en groupes.
- L'organisation d'excursions et de visites guidées dans les villes et les sites et monuments à caractère touristique, culturel et historique.
- L'organisation des activités de chasse, de pêche et de manifestations artistiques, culturelles et sportives et la tenue de congrès et de séminaires en complément de l'activité de l'agence ou à la demande des organisateurs.
- La mise à la disposition des touristes, d'un service d'interprètes et de guides.
- L'hébergement ou la réservation de chambres dans les établissements hôteliers ainsi que la fourniture des services qui lui sont liés.
- Le transport touristique et la vente de titres de transport de tout ordre selon les conditions et le règlement en vigueur au sein des établissements de transport.
- La vente de billets des spectacles et des manifestations à caractère culturel, sportif ou autre.
- L'accueil et l'assistance des touristes durant leurs séjours.
- L'accomplissement, pour le compte des clients, des formalités d'assurance pour toute forme de risques qui découlent de leur activité touristique.
- La représentation d'autres agences locales ou étrangères en vue de fournir en leur nom et place les différents services.
- La location de voitures avec ou sans chauffeur ainsi que le transport de bagages, la location de caravanes et autres matériels de camping.

- **Contrat de tourisme et de voyages** : tout accord conclu entre l'agent et le client comportant la description des prestations fournies, les droits et obligations des parties notamment en matière de prix, des modalités de paiement, de calendrier, de révisions éventuelles des prix, ainsi que les modalités de résiliation ou d'annulation du contrat.

2. Création et Exploitation de l'agence de tourisme et de voyages :

Est subordonnée à l'obtention d'une **licence d'exploitation**, délivrée par le ministère chargé du tourisme, après avis de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyages. Définies par le **décret exécutif n° 17-161 du 15 mai 2017 fixant les conditions de création et les modalités d'exploitation des agences de tourisme et de voyages** (Ce décret abroge les décrets précédents : décret exécutif n° 2000-48 du 1er mars 2000 fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des agences de tourisme et de voyages. Le décret exécutif n° 10-186 du 14 juillet 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2000-48) : Les pouvoirs publics resserrent la vis sur les agences de voyages et fixent de nouvelles conditions pour l'ouverture d'agences de tourisme, et de nouvelles mesures, et les conditions de L'obtention d'une licence d'exploitation d'une agence de tourisme et de voyages.

3. Les Infractions et les sanctions :

Les inspecteurs du tourisme, les agents de contrôle économique, et les officiers et les agents de la police judiciaire sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi. Ce qui donne lieu aux sanctions administratives (l'avertissement ; le déclassement ; le retrait provisoire de l'autorisation ; le retrait définitif de l'autorisation), et conduit à des dispositions pénales en cas d'ouverture d'une agence sans l'obtention de la licence (amende 50.000 DA à 100.000 DA, d'un emprisonnement de six mois à deux ans).

COURS N°6
LEGISLATION TOURISTIQUE
III- DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME

La loi n° 2003-01 du 17 février 2003 relative au développement durable du tourisme, définit les conditions de développement durable des activités touristiques, ainsi que les mesures et instruments de leur mise en œuvre.

1. Les objectifs :

La présente loi a pour objet la création d'un environnement favorable et incitatif pour :

- La promotion de l'investissement et le développement du partenariat dans le tourisme ;
- L'insertion de la destination "Algérie" dans le marché international du tourisme par la promotion de l'image touristique ;
- La réhabilitation des établissements hôteliers et touristiques afin d'augmenter les capacités d'hébergement et d'accueil ;
- La diversification de l'offre touristique et le développement de nouvelles formes d'activités touristiques ;
- La satisfaction des besoins et des aspirations des citoyens en matière de tourisme, de détente et de loisirs ;
- La contribution à la préservation de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie et la valorisation du potentiel naturel, culturel et historique ;
- L'amélioration de la qualité des prestations touristiques ;
- La promotion et le développement de l'emploi dans le tourisme ;
- Le développement harmonieux et équilibré des activités du tourisme ;
- La mise en valeur du patrimoine touristique national.

2. Concepts et définitions :

Activité touristique : Toute prestation de commercialisation de voyages ou d'utilisation d'infrastructures touristiques fournies à titre onéreux avec ou sans hébergement.

Zone d'expansion touristique: Toute région ou étendue de territoire jouissant de qualités ou de particularités naturelles, culturelles, humaines et créatives propices au tourisme, se prêtant à l'implantation ou au développement d'une infrastructure touristique et pouvant être exploitée pour le développement d'une ou de plusieurs formes rentables de tourisme.

Site touristique : Tout paysage ou lieu présentant un attrait touristique par son aspect pittoresque, ses curiosités, ses particularités naturelles ou les constructions y édifiées, auquel est reconnu un intérêt historique, artistique, légendaire ou culturel, et qui doit être valorisé dans son originalité et préservé tant de l'érosion que des dégradations du fait de la nature ou de l'homme.

Développement durable : Modèle de développement dans lequel les options et les opportunités de développement doivent assurer la préservation de l'environnement, des ressources naturelles et du patrimoine culturel aux générations futures.

Aménagement touristique : Ensemble des travaux de réalisation des infrastructures de base pour les espaces et les étendues destinées à accueillir des investissements touristiques. Il est matérialisé par des études qui fixent la nature des aménagements et la typologie des activités des infrastructures projetées.

Tourisme culturel : Toute activité de détente dont la motivation principale est la recherche des connaissances et des émotions à travers la découverte d'un patrimoine architectural tels que les villes, villages, sites archéologiques, jardins, édifices religieux ou immatériels telles que les fêtes traditionnelles et les coutumes nationales ou locales.

Tourisme d'affaires et de conférences : Tout séjour temporaire des personnes hors de leur domicile, effectué essentiellement au cours de la semaine et motivé par des raisons professionnelles.

Tourisme thermal et thalassothérapie : Tout déplacement en vue de subir un traitement naturel à base d'eau de sources thermales de haute valeur thérapeutique ou d'eau de mer. Ils couvrent une clientèle qui nécessite un traitement dans un environnement équipé d'installations de soins, de détente et de loisirs.

Tourisme saharien : Tout séjour touristique en milieu saharien reposant sur l'exploitation des différentes potentialités naturelles historiques et culturelles, accompagnées d'activités de loisirs, de détente et de découverte spécifique à ce milieu.

Tourisme balnéaire : Tout séjour touristique en bord de mer où les touristes disposent, en plus des loisirs de la mer, d'autres activités liées à l'animation en milieu marin.

Tourisme de loisirs et de détente : Toute activité de détente pratiquée par les touristes pendant leur séjour dans les sites touristiques ou établissements touristiques tels que les parcs de loisirs et d'attractions, les sites montagneux et les édifices culturels et sportifs.

3. Le développement durable du tourisme :

Il peut être réalisé par le développement touristique, et la valorisation des prestations et de la promotion touristique.

3.1 Le développement touristique :

Le développement touristique s'inscrit, dans ses objectifs et ses finalités, dans la politique nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (*loi n° 2001-20 du 27 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire*).

Il vise l'augmentation des capacités de production touristique, par la valorisation du patrimoine touristique national, et à travers notamment la promotion de l'investissement touristique, et de rendre le produit touristique national plus compétitif, par des mesures d'encouragement accordées par l'Etat notamment dans le domaine de l'aménagement et de la gestion des zones d'expansion et sites touristiques.

a) Un aménagement touristique : qui contribue :

- Au développement harmonieux des infrastructures et des installations touristiques, à l'exploitation rationnelle et à la protection des zones d'expansion et sites touristiques.
- A l'intégration des activités touristiques dans les instruments d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

L'aménagement et la réalisation des infrastructures touristiques, s'opère dans le respect des dispositions légales et réglementaires, relatives à la protection du patrimoine culturel et à l'urbanisme, et doivent être menés en conformité avec les prescriptions du schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT).

b) Le soutien au développement touristique : En vue de favoriser le développement rapide et durable du tourisme et de créer des effets d'entraînement positif sur l'économie nationale, l'état édicte des mesures et des actions de soutien et d'appui et des avantages financiers et fiscaux spécifiques à l'investissement touristique.

c) L'organisme de mise en œuvre : c'est l'Agence nationale de développement du tourisme qui est chargé de la mise en œuvre et du suivi du développement touristique. Créée par le décret exécutif n°98-70 du 21 Février 1998 et jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière, L'Agence Nationale de Développement du Tourisme (ANDT) s'identifie comme l'outil principal spécialisé dans la gestion, le développement, la préservation, l'utilisation et l'exploitation rationnelle du foncier touristique. Elle est par conséquent l'un des principaux acteurs chargés de la mise en œuvre de la politique nationale de développement touristique.

3.2 La valorisation des prestations et de la promotion touristique : les pouvoirs publics encouragent du développement de la formation spécialisée et appropriée aux métiers du tourisme, et aux activités touristiques, et veillent à l'élargissement du champ de la promotion et de l'information touristiques.

a) La valorisation des prestations touristiques : La valorisation des ressources humaines liées aux métiers du tourisme et aux activités touristiques constitue un axe de développement du tourisme, pour cela l'état l'encourage par l'intégration des métiers du tourisme dans le système national de formation professionnelle, la création de nouveaux établissements de formation dans les différentes filières du tourisme, et les établissements privés de formation dans le tourisme...etc.

b) La promotion et de l'information touristique: toute action d'information et de communication destinée à mettre en valeur le potentiel touristique, en vue de son exploitation commerciale, est considérée comme promotion touristique, qui constitue l'instrument privilégié de valorisation du patrimoine et des potentialités et atouts touristiques.

Elle porte, notamment, sur les études de marché, les programmes de communication et fait appel aux différentes formes de marketing telles que les foires, les publications et les médias spécialisés et aux techniques modernes de conception, de réalisation et de diffusion.

L'action informative dans le tourisme doit être axée sur la promotion des potentialités touristiques, culturelles et naturelles, que recèle le pays ainsi que sur le renforcement des opportunités d'investissement et de partenariat.

La promotion touristique est encadré par un établissement public dénommé "Office national de tourisme", crée par le décret exécutif n°88-214 du 31 octobre 1988 portant création et organisation de l'Office national du tourisme, modifié et complété par les décrets exécutifs n°90-409 du 22 décembre 1990, et n°92-402 du 31 octobre 1992. L'office national de tourisme ONT constitue l'instrument du ministère chargé du tourisme pour la conception et la mise en œuvre de la promotion touristique, du marketing et des relations publiques.

COURS N°7 LEGISLATION TOURISTIQUE

IV- LES ZONES D'EXPANSIONS ET SITES TOURISTIQUES (ZEST)

La loi n° 03-03 du 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques a pour objet de définir les principes et règles de protection, d'aménagement, de promotion et de gestion des zones d'expansion et sites touristiques.

Elle a pour objectifs :

- a) L'utilisation rationnelle et harmonieuse des espaces et ressources touristiques en vue d'assurer le développement durable du tourisme.
- b) L'intégration des zones d'expansion et sites touristiques ainsi que les infrastructures de développement des activités touristiques dans le schéma national d'aménagement du territoire.
- c) La protection des bases naturelles du tourisme.
- d) La préservation du patrimoine culturel et des ressources touristiques à travers l'utilisation et l'exploitation, à des fins touristiques, du patrimoine culturel, historique, culturel et artistique.
- e) La création d'un bâti harmonieusement aménagé et adapté au développement des activités touristiques et la sauvegarde de sa spécificité.

La présente loi définit :

- **La Zone d'Expansion Touristique (ZET)** : toute région ou étendue de territoire jouissant de qualités ou de particularités naturelles, culturelles, humaines et créatives propices au tourisme, se prêtant à l'implantation ou au développement d'une infrastructure touristique et pouvant être exploitée pour le développement d'au moins une sinon plusieurs formes rentables de tourisme.

- **Le Site touristique** : tout paysage ou lieu présentant un attrait touristique par son aspect pittoresque, ses curiosités, ses particularités naturelles ou les constructions qui y sont édifiées, auquel est reconnu un intérêt historique, artistique, légendaire ou culturel, et qui doit être entretenu ou mis en valeur dans son originalité et préservé tant de l'érosion que des dégradations du fait de la nature ou de l'homme.

- **La Zone de protection** : partie d'une zone d'expansion ou d'un site touristique non constructible nécessitant une protection particulière en vue de conserver ses qualités naturelles, archéologiques ou culturelles.

1. La protection, l'aménagement et la gestion des ZEST :

La délimitation, le classement, la protection, l'aménagement, la promotion et la réhabilitation des zones d'expansion et sites touristiques sont d'utilité publique. Leurs développements et aménagement doivent être compatibles avec les législations relatives à la protection de l'environnement, du littoral et la protection du patrimoine culturel (un patrimoine culturel classé), et s'intègrent dans le cadre du schéma national d'aménagement du territoire:

a) Protection et classement des ZEST :

En vue de la protection et de la préservation de leur vocation touristique, des parties du territoire national peuvent être délimitées zones d'expansion et sites touristiques. Le territoire délimité et déclaré peut s'étendre au domaine public maritime. La délimitation repose sur les résultats d'études d'aménagement touristique, et attribue à ces zones et sites délimités une vocation touristique. Ils sont délimités, déclarés et classés selon des décrets exécutifs.

b) Aménagement et la gestion des ZEST :

L'aménagement et la gestion d'une zone d'expansion et d'un site touristique doivent intervenir conformément aux prescriptions du Plan d'Aménagement Touristique (PAT est déterminé par le décret exécutif n° 07-86 du 11 mars 2007 fixant les modalités d'Etablissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques). Élaboré par l'administration chargée du tourisme dans un cadre concerté, et approuvé par voie réglementaire. Ce plan s'inscrit dans le cadre des instruments d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et vaut au permis de lotir pour les parties constructibles.

c) Gestion des ZEST :

L'élaboration des études, les travaux d'aménagement et la réalisation d'infrastructures des zones d'expansion et sites touristiques, incombent à l'Etat par l'ANDT qui se charge de leurs gestions. Sous le contrôle et la supervision du ministre chargé du tourisme, elle peut procéder à l'acquisition, la promotion et la location des terrains situés dans les parties aménageables dégagées par le plan d'aménagement touristique et destinés à la réalisation d'infrastructures touristiques.

2. Le foncier touristique :

Le foncier touristique constructible est constitué de terrains prévus à cet effet par le plan d'aménagement touristique. Il comprend les terrains appartenant au domaine national public, privé, et ceux appartenant aux particuliers. Il est composé des terrains et immeubles ou constructions à caractère touristique ou non, appartenant au domaine nationale privé ou de biens privé, qui peut être soumise à Toute opération de vente ou location et des interventions sur le bâtie.

L'accès au foncier touristique se fait par :

a) La cession: Les terres appartenant au domaine national privé situées à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, nécessaires à la réalisation des programmes d'investissement prévus dans le plan d'aménagement touristique, sont cédées à L'ANDT, conformément à un accord amiable. L'état peut prendre les mesures nécessaires au soutien des prix du foncier touristique à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques.

b) La concession : les terrains appartenant au domaine privé de l'état ; destiné à la réalisation de projet d'investissement et situé à l'intérieur des ZEST, sont concédés pour les investisseurs par arrêté du wali, après avis favorable de l'ANDT et accord du ministre chargé du tourisme.

c) La préemption : Toute opération de *vente ou de location de biens privés* situés à l'intérieur des ZET doit être *notifiée au ministère chargé du tourisme*, pour permettre à l'ANDT *d'exercer le droit de préemption*. En cas de cession ou de location, l'acquéreur ou le locataire est tenu au respect des prescriptions du cahier des charges.

La présente loi affirme aussi :

➤ Que la construction et l'exploitation des terrains constructibles à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques obéissent aux prescriptions du plan d'aménagement touristique.

➤ Sur la valorisation des zones d'expansion et sites touristiques ; par La lutte contre l'occupation illégale des terrains et les constructions illicites (arrêt des travaux, de démolition et de remise en état des lieux), l'utilisation des ZEST conformément à leur vocation, et la détermination des mesures de protection et de promotion.

➤ Sur l'incitation et aide à l'investissement touristique.

Et détermine les différentes infractions et leurs sanctions.

COURS N°8

PROTECTION DU LITTORAL

I. PROTECTION ET VALORISATION DU LITTORAL

Le désir de maîtriser la gestion des espaces littoraux en Algérie est récent, la loi 90-29 du 1^{er} décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme, est le premier texte ayant défini l'espace littoral dans les dispositions particulières applicables à certaines parties du. Et soumis l'activité urbaine en zone littoral à certaines conditions ; la préservation, la mise en valeur, la préservation et la conformité avec le POS dans l'activité urbaine .

La loi 02-02 du 5 février 2002 relative à la protection et à la valorisation du littoral, a pour objet l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale spécifique d'aménagement et de protection du littoral. L'article premier stipule que « la présente loi a pour objet de fixer les dispositions particulières relatives à la protection et à la valorisation du littoral ».

La présente loi définit les concepts suivant :

- **Cordon dunaire côtier** : une langue de sable formée (dans un golfe ou une baie) de débris déposés par un courant côtier et sur laquelle peut se développer une végétation spécifique.
- **Dune** : une butte ou colline de sable fin formée sur la zone côtière.
- **Endiguement** : l'action de contenir les eaux de mer au moyen de longues constructions.
- **Enrochement** : l'ensemble de roches ou de blocs de béton que l'on entasse sur un sol submergé pour servir de fondation ou de protection à des ouvrages immergés.
- **Formation côtière** : une couche de terrain d'origine définie et sur laquelle se développe un ensemble d'espèces végétales présentant un faciès analogue.
- **Isobathe** : des points d'égale profondeur en mer.
- **Lande** : une étendue de terre où ne croissent que certaines plantes sauvages telles que bruyère, ajoncs, genêts ou toute autre variété similaire.
- **Lido** : une lagune derrière un cordon littoral.
- **Marais** : une nappe d'eau stagnante peu profonde recouvrant un terrain partiellement envahi par la végétation.
- **Off-shore** : toute activité se situant sur la mer, loin du rivage.
- **Remblaiement** : l'action de colmatage par alluvionnement.
- **Rivage naturel** : zone couverte et découverte par les plus hautes et les plus basses eaux, les dunes et bandes littorales, les plages et lidos, les côtes rocheuses et les falaises, les plans d'eaux côtiers en communication en surface avec la mer et les parties naturelles des embouchures.
- **Vasière** : endroit à fond vaseux.

1. Les principes fondamentaux :

Dans le littoral, l'ensemble des actions de développement s'inscrit dans une dimension nationale d'aménagement du territoire et de l'environnement. Il implique la coordination des actions entre l'Etat, les collectivités territoriales, les organisations et les associations qui œuvrent dans ce domaine et se fonde sur les principes de développement durable, de prévention et de précaution.

Dans le cadre de l'élaboration des instruments d'aménagement et d'urbanisme concernés, l'Etat et les collectivités territoriales doivent:

- Veiller à orienter l'extension des centres urbains existants vers des zones éloignées du littoral et de la côte maritime.

- Classer dans les documents d'aménagement du littoral comme aires classées et frappées des servitudes de non-aedificandi, les sites présentant un caractère écologique, paysager, culturel et touristique.

- Encourager et œuvrer pour le transfert, vers des sites appropriés, des installations industrielles existantes dont l'activité est considérée comme préjudiciable à l'environnement côtier.

L'état naturel du littoral doit être protégé, et toute mise en valeur du littoral doit être effectuée dans le respect des vocations des zones concernées. Et le développement et la promotion des activités sur le littoral doivent se conformer à une occupation économique de l'espace et à la non-détérioration du milieu environnemental.

2. Le littoral :

a) Définition :

Le littoral englobe l'ensemble des îles et îlots, le plateau continental ainsi qu'une bande de terre d'une largeur minimale de huit cents mètres (800m), longeant la mer et incluant :

- Les versants de collines et montagnes, visibles de la mer et n'étant pas séparés du rivage par une plaine littorale ;

- Les plaines littorales de moins de trois kilomètres (3 km) de profondeur à partir des plus hautes eaux maritimes ;

- L'intégralité des massifs forestiers ;

- Les terres à vocation agricole ;

- L'intégralité des zones humides et leurs rivages dont une partie se situe dans le littoral à partir des plus hautes eaux maritimes tel que défini ci-dessus ;

- Les sites présentant un caractère paysager, culturel ou historique

Il comprend une zone spécifique qui fait l'objet de mesures de protection et de valorisation, dénommée zone côtière, qui comprend selon l'article 8 de la loi 02-02 le rivage naturel, les îles et les îlots, les eaux intérieures maritimes, et le sol et le sous-sol de la mer territoriale.

b) Des conditions relatives à l'urbanisation et la protection des espaces littoraux :

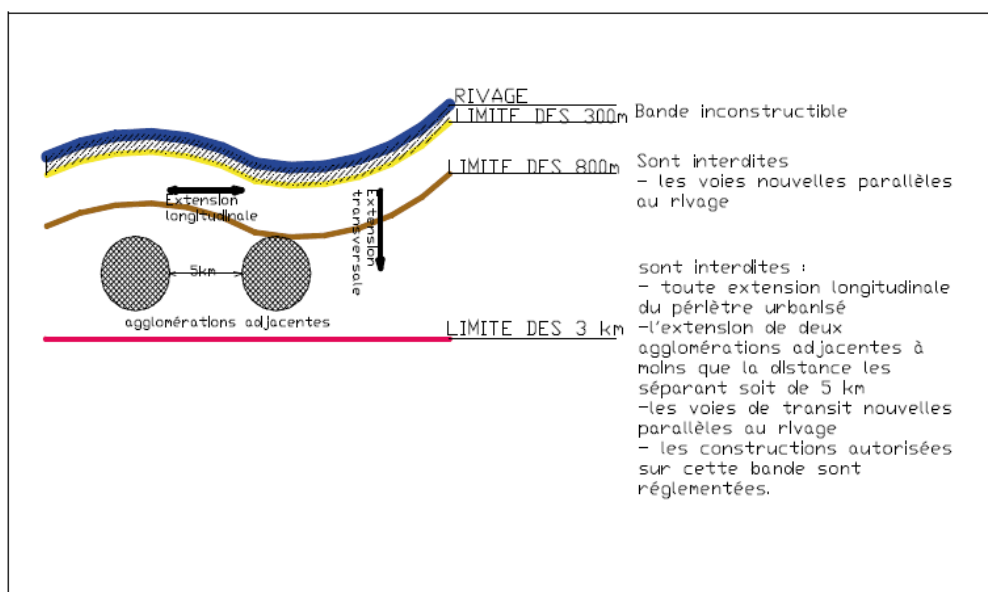
Deux principes peuvent être rapportés au principe de la protection ; le premier est relatifs à l'installation des équipements légers, le deuxième est relatif aux travaux destinés à la conservation ou à la protection de ces espaces¹.

La loi délimite trois bandes dans le littoral tel que défini à l'article 7, dans lesquelles sont édictées des restrictions relatives à l'urbanisation : ²

¹ Djillali ADJA, bernard DROBENKO, « droit de l'urbanisme », BERTI Edition, Alger, 2007, 307pages.P126

² Malika Kacemi, « PROTECTION DU LITTORAL EN ALGÉRIE ENTRE GESTION ET LÉGISLATION. Le cas du pôle industriel d'Arzew (Oran, Algérie). Editions juridiques associées | « Droit et société » 2009/3 n° 73 | pages 687 à 701

Figure 1 : Bandes délimitées par la loi 02-02 du 5 février 2002



Source : Malika Kacemi, « PROTECTION DU LITTORAL EN ALGÉRIE ENTRE GESTION ET LÉGISLATION. Le cas du pôle industriel d'Arzew (Oran, Algérie).

▪ **La bande 1** : est la bande inconstructible des 100 mètres instaurée par la loi 90-29, dont la largeur peut atteindre 300 mètres à partir du rivage pour des motifs liés au caractère sensible du milieu côtier. Cette bande inclut le rivage naturel dans lequel sont interdits la circulation et le stationnement des véhicules (sauf les véhicules de service, de sécurité, de secours, d'entretien ou de nettoyage des plages). Les conditions et les modalités d'extension de cette zone et d'autorisation des activités permises sont fixées par voie réglementaire ;

▪ **la bande 2** : d'une largeur de 800 mètres, sont interdites les voies carrossables nouvelles parallèles au rivage (*alinéa 1 de l'article 16*). Toutefois, en raison de contraintes topographiques de configuration des lieux ou de besoins des activités exigeant la proximité immédiate de la mer, il peut être fait exception à cette disposition ;

▪ **La bande 3** : dont la largeur est de 3 kilomètres, y sont interdites : toute extension longitudinale du périmètre urbanisé, c'est-à-dire toute extension parallèle au rivage ; l'extension de deux agglomérations adjacentes situées sur le littoral à moins que la distance les séparant soit de 5 kilomètres au moins ; les voies de transit nouvelles parallèles au rivage. Les constructions et les occupations du sol directement liées aux fonctions des activités économiques autorisées par les instruments d'urbanisme dans cette bande des 3 kilomètres sont réglementées.

3. Les instruments de mise en œuvre :

Selon les Articles 24, 26 et 30 de la présente loi, des instruments de gestion sont innovés ; le commissariat national du littoral, qui se charge de veiller à la mise en œuvre de la politique nationale de la protection et de la mise en valeur du littoral en général et de la zone côtière en particulier, et le plan d'aménagement côtier destiné à la protection des zones côtières. Plus des Instruments d'intervention en cas de pollution sur le littoral, ou les zones côtières, ou dans les autres cas de pollution marine nécessitant une intervention d'urgence par l'établissement des plans d'aménagement.

COURS N°9
PROTECTION DU LITTORAL
II. LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION DU SOL SUR UNE BANDE
LITTORALE

Selon les dispositions des articles 14, 17 et 18 de la loi 02-02 sont réglementées, les constructions et les occupations du sol liées directement aux fonctions des activités économiques autorisées par les instruments d'aménagement et d'urbanisme sur la bande littorale comprise dans une superficie de trois (3) kilomètres. Les occupations des parties naturelles bordant les plages, et les conditions et les modalités d'extension de la zone objet de *non-aedificandi* et d'autorisation des activités permises à 300m. Par le décret exécutif n° 07-206 du 30 juin 2007, qui fixe les conditions et les modalités de construction et d'occupation du sol sur la bande littorale, de l'occupation des parties naturelles bordant les plages et de l'extension de la zone objet de *non-aedificandi*.

1. Les modalités et procédures :

- a) étude d'aménagement du littoral :** Les modalités d'occupation et/ou de réalisation de constructions dans les espaces du littoral évoquées ci-dessus, se font sur la base d'une étude dénommée « étude d'aménagement du littoral ». Elle porte selon les besoins d'occupation et la nature de la zone ou l'ensemble des zones concernée d'un espace littoral considéré :
- les parties naturelles bordant les plages et participant au maintien de leur dynamique et de leur équilibre sédimentaire, les dunes bordières et les cordons sableux.
 - la bande côtière de trois cents mètres (300 m).
 - la bande littorale comprise dans une superficie de trois kilomètres (3 km).

b) Examen et de validation des études : une commission nationale chargée d'examiner et de valider les études d'aménagement du littoral, présidée par le ministre chargé de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Elle doit consulte, en outre, avant la validation, les walis territorialement compétents et les présidents d'APC concernés. (*Articles 6 à 8, décret exécutif n° 07-206*)

c) l'acte de déclaration des servitudes et des occupations : selon l'article 9 cette acte se fait par arrêté conjoint pris par le ministre de l'intérieur et les ministres chargés de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'habitat et du tourisme :

- Les milieux côtiers sensibles situés dans la bande de 300 m.
- Les occupations permises au niveau des parties naturelles bordant les plages et participant au maintien de leur dynamique et de leur équilibre sédimentaire des dunes bordières et des cordons sableux des parties hautes des plages.

2. Des prescriptions particulières applicables aux zones littorales :

L'ensemble des usages, occupations ou interdictions dans les zones littorales est déterminé par arrêté conjoint pris par le ministre de l'intérieur et les ministres chargés de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'habitat et du tourisme. Un arrêté conjoint détermine, autant que de besoin, les règles particulières.

COURS N°10**PROTECTION DU LITTORAL****III. LES REGLES GENERALES SUR L'EXPLOITATION TOURISTIQUE DES PLAGES**

Les plages demeurent l'espace le plus attractif dans la saison estivale du tourisme, leur exploitation est déterminée par la loi 03-02 du 17 février 2003 relative aux règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages.

La loi 03-02 a pour objectifs :

- La protection et la valorisation des plages en vue de faire bénéficier les estivants de la baignade, de la détente et de toutes les prestations qui s'y rapportent.
- La réunion des conditions d'un développement harmonieux et équilibré des plages répondant aux besoins des estivants en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et de protection de l'environnement.
- L'amélioration des prestations de séjour des estivants.
- La définition d'un système de loisirs intégré et compatible avec les activités balnéaires.

Et définit les concepts suivants :

Plage : bande territoriale du rivage naturel qui englobe la zone recouverte par les plus hauts flots de l'année dans les circonstances météorologiques normales, et les dépendances qui leur sont attenantes, qui, en raison de leur situation et de leur faisabilité touristique, sont délimitées à l'effet de recevoir certains aménagements en vue de leur exploitation touristique.

Saison estivale : période de l'année allant du 1er juin au 30 septembre, durant laquelle les autorités concernées prennent toutes les mesures et procédures nécessaires à l'utilisation et l'exploitation des plages, à des fins touristiques.

Aménagement touristique : ensemble des équipements et des travaux réalisés en vue de permettre l'exploitation touristique des plages.

Exploitant : toute personne physique ou morale titulaire d'un droit de concession pour l'exploitation touristique d'une plage.

1. L'exploitation des plages :

La présente loi détermine l'exploitation et la gratuité d'accès aux plages, et les différentes obligations et interdictions de leurs exploitations.

2. Les conditions et des modalités d'exploitation des plages :

a) L'ouverture des plages à la baignade : Seules les plages dûment autorisées peuvent être ouvertes à la baignade. Et peut l'état prendre des mesures particulières lorsque des motifs de sécurité de défense nationale ou de protection de l'environnement le justifient, tel que les plages comprises dans des domaines militaires, réservés aux besoins de la défense nationale sont interdites à la baignade.

Les plages ouvertes à la baignade doivent répondre aux exigences ci-après:

- Être d'une faisabilité matérielle pour l'utilisation, et ne présenter aucun danger pour les estivants.
- Ne pas être comprises dans des domaines attenants à des domaines militaires ou des domaines publics réservés aux besoins de la défense nationale.

L'ouverture d'une plage à la baignade est autorisée par arrêté du wali territorialement compétent sur proposition d'une commission de wilaya.

b) Les conditions d'exploitation des plages : L'exploitation touristique des plages ouvertes à la baignade est soumise à la concession octroyée par voie d'adjudication publique. Et ne peut concerner que les parties de la plage réservées à la concession par le plan d'aménagement de la plage. L'accès aux plages concédées est payant.